



## PRÉFÈTE DE SEINE-ET-MARNE

Direction Régionale et Interdépartementale  
de l'Environnement et de l'Energie d'Ile-de-France

Unité Territoriale de Seine-et-Marne

**Arrêté préfectoral N° 2013/DRIEE/UT77/080**  
**de mise en demeure** à l'encontre de la société FECOMME MARKETING SERVICES  
située, 38 rue de la Gabrielle Prolongée à CLAYE-SOUILLY

**La Préfète de Seine et Marne**  
**Officier de la Légion d'honneur**  
**Officier de l'ordre national du Mérite**

**Vu** le code de l'environnement, notamment ses livres V ;

**Vu** le décret du Président de la République en date du 12 juillet 2012 portant nomination de **Madame Nicole KLEIN**, Préfète de Seine-et-Marne ;

**Vu** le décret du Président de la République en date du 26 août 2010 portant nomination de **Monsieur Serge GOUTEYRON**, Sous-Préfet hors classe, Secrétaire Général de la préfecture de Seine-et-Marne ;

**Vu** l'arrêté préfectoral n°12/PCAD/84 du 30 juillet 2012 donnant délégation de signature à **Monsieur Serge GOUTEYRON**, Secrétaire Général de la préfecture et organisant sa suppléance ;

**Vu** l'arrêté ministériel du 4 octobre 2010 relatif à la prévention des risques accidentels au sein des installations classées pour la protection de l'environnement soumises à autorisation ;

**Vu** l'arrêté préfectoral n°98 DAE 2 IC 259 du 3 novembre 1998 autorisant la société FECOMME QUEBECOR à poursuivre l'exploitation d'une imprimerie ;

**Vu** le courrier préfectoral daté du 28 novembre 2011 prenant acte du changement d'exploitant au profit de la société FECOMME MARKETING SERVICES ;

**Vu** l'analyse du risque foudre du 20 mars 2012 réalisée par la société FRANKLIN France pour l'établissement de la société FECOMME MARKETING SERVICES à CLAYE-SOUILLY ;

**Vu** le message électronique du 11 mars 2013 de l'inspection des installations classées à l'exploitant annonçant la visite d'inspection du 21 mars 2013 ;

**Vu** la visite d'inspection du 21 mars 2013 ;

**Vu** le rapport et les propositions de la Direction Régionale et Interdépartementale de l'Environnement et de l'Energie d'Ile-de-France suite à l'inspection du 21 mars 2013 ;

**Considérant** que la société FECOMME MARKETING SERVICES est autorisée par l'arrêté préfectoral du 3 novembre 1998 mentionné précédemment à exploiter une imprimerie soumise à autorisation sous la rubrique 2450 de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement ;

**Considérant** que l'article 1<sup>er</sup> du titre 2 de l'arrêté préfectoral du 3 novembre 1998 mentionné précédemment impose que toute modification apportée par le demandeur aux installations, à leur mode d'utilisation ou à leur voisinage et de nature à entraîner un changement notable des éléments du dossier de demande d'autorisation, doit être portée avant sa réalisation à la connaissance du préfet avec tous les éléments d'appréciation ;

**Considérant** que l'inspection du 21 mars 2013 a mis en évidence que des groupes froids ont été installés sans qu'une information préalable comprenant tous les éléments d'appréciation n'ait été réalisée ce qui est contraire aux dispositions de l'article 1<sup>er</sup> du titre 2 de l'arrêté préfectoral du 3 novembre 1998 ;

**Considérant** que l'inspection du 21 mars 2013 a mis en évidence que des machines de finition ont été installées sans qu'une information préalable comprenant tous les éléments d'appréciation n'ait été réalisée ce qui est contraire aux dispositions de l'article 1<sup>er</sup> du titre 2 de l'arrêté préfectoral du 3 novembre 1998 ;

**Considérant** que l'article 19 de l'arrêté ministériel du 4 octobre 2010 mentionné précédemment impose, en fonction des résultats de l'analyse du risque foudre, la réalisation d'une étude technique ;

**Considérant** que la conclusion de l'analyse du risque foudre mentionnée précédemment met en évidence qu'une étude technique doit être réalisée afin de définir les systèmes de protection contre la foudre à mettre en place ou à modifier pour satisfaire certains niveaux de protection ;

**Considérant** que l'inspection du 21 mars 2013 a mis en évidence que la société FECOMME MARKETING SERVICES n'avait pas réalisé d'étude technique ce qui est contraire aux dispositions de l'article 19 de l'arrêté ministériel du 4 octobre 2010 mentionné précédemment ;

**Considérant** que l'article 1.5 du titre 4 de l'arrêté préfectoral du 3 novembre 1998 mentionné précédemment impose la réalisation et la transmission annuelle à l'inspection des installations classées d'un bilan matière précis en solvants prenant en compte les quantités et teneurs en solvants utilisés, les quantités de solvants récupérés et celles éventuellement vendues, ou les quantités de solvants sous forme de déchets ou de produits de récupération destinés à l'élimination ;

**Considérant** que l'inspection du 21 mars 2013 a mis en évidence que la société FECOMME MARKETING SERVICES n'avait pas réalisé de bilan matière répondant à l'article 1.5 du titre 4 de l'arrêté préfectoral du 3 novembre 1998 au titre des années 2011 et 2012 ;

**Considérant** qu'il convient, en vue de préserver les intérêts mentionnés à l'article L511-1 du code de l'environnement, de mettre en demeure la société FECOMME MARKETING SERVICES, située 38 rue de la Gabrielle Prolongée sur la commune de CLAYE-SOUILLY (77410), de respecter certaines dispositions de l'article 1<sup>er</sup> du titre 2 de l'arrêté préfectoral du 3 novembre 1998, de l'article 19 de l'arrêté ministériel du 4 octobre 2010 et de l'article 1.5 du titre 4 de l'arrêté préfectoral du 3 novembre 1998 en application de l'article L.514-1 du code de l'environnement ;

**Sur proposition** du Secrétaire Général de la préfecture ;

## **ARRETE**

### **ARTICLE 1<sup>er</sup>**

La société FECOMME MARKETING SERVICES, située 38 rue de la Gabrielle Prolongée sur le territoire de la commune de CLAYE-SOUILLY (77410), est mise en demeure de respecter **dans un délai n'excédant pas 3 mois** à compter de la notification du présent arrêté, certaines dispositions de l'article 1<sup>er</sup> du titre 2 de l'arrêté préfectoral du 3 novembre 1998 mentionné précédemment à savoir :

*« Toute modification apportée par le demandeur aux installations, à leur mode d'utilisation ou à leur voisinage et de nature à entraîner un changement notable des éléments du dossier de demande d'autorisation, doit être portée avant sa réalisation à la connaissance du préfet avec tous les éléments d'appréciation. »*

A cet effet, l'exploitant transmettra un dossier de modifications suite à l'installation des groupes froids et des machines de finition.

## **ARTICLE 2**

La société FECOMME MARKETING SERVICES, située 38 rue de la Gabrielle Prolongée sur la commune de CLAYE-SOUILLY (77410), est mise en demeure de respecter, **dans un délai n'excédant pas 3 mois** à compter de la notification du présent arrêté, certaines dispositions de l'article 19 de l'arrêté ministériel du 4 octobre 2010 mentionné précédemment à savoir :

*« En fonction des résultats de l'analyse du risque foudre, une étude technique est réalisée, par un organisme compétent, définissant précisément les mesures de prévention et les dispositifs de protection, le lieu de leur implantation ainsi que les modalités de leur vérification et de leur maintenance.*

*Une notice de vérification et de maintenance est rédigée lors de l'étude technique puis complétée, si besoin, après la réalisation des dispositifs de protection.*

*Un carnet de bord est tenu par l'exploitant. Les chapitres qui y figurent sont rédigés lors de l'étude technique.*

*Les systèmes de protection contre la foudre prévus dans l'étude technique sont conformes aux normes françaises ou à toute norme équivalente en vigueur dans un Etat membre de l'Union européenne. »*

## **ARTICLE 3**

La société FECOMME MARKETING SERVICES, située 38 rue de la Gabrielle Prolongée sur la commune de CLAYE-SOUILLY (77410), est mise en demeure de respecter, **dans un délai n'excédant pas 3 mois** à compter de la notification du présent arrêté, certaines dispositions de l'article 1.5 du titre 4 de l'arrêté préfectoral du 3 novembre 1998 mentionné précédemment à savoir :

*« L'exploitant doit pouvoir établir un bilan matière précis en solvant prenant en compte les quantités et teneurs en solvants utilisés par exemple comme agents de dilution ou de nettoyage, les quantités de solvants récupérées et celles éventuellement vendues, ou les quantités de solvants sous forme de déchets ou de produits de récupération destinés à l'élimination.*

*Ce bilan est transmis tous les ans à l'inspection des installations classées. »*

## **ARTICLE 4**

Les éléments justifiant la réalisation des actions permettant les mises en conformité seront transmis à Mme la Préfète de Seine-et-Marne.

## **ARTICLE 5**

Faute d'obtempérer à la présente injonction dans le délai imparti, la société FECOMME MARKETING SERVICES sera passible des sanctions tant pénales qu'administratives prévues par les textes relatifs aux installations classées.

## **ARTICLE 6 : INFORMATION DES TIERS**

Une copie de l'arrêté est déposée en mairie de Claye-Souilly et peut y être consultée. Une copie du présent arrêté énumérant notamment les prescriptions auxquelles l'installation est soumise, est affichée en mairie pendant une durée minimum d'un mois ; procès-verbal de l'accomplissement de ces formalités est dressé par les soins du maire.

**ARTICLE 7 :** (articles L.514-6 et R.514-3-1 du code de l'environnement)

La présente décision peut être déférée devant le Tribunal Administratif de Melun, 43 rue du Général de Gaulle :

- Par les demandeurs ou exploitants, dans un délai de deux mois à compter de la date à laquelle la décision leur a été notifiée ;
- Par les tiers, personnes physiques ou morales, les communes intéressées ou leurs groupements, en raison des inconvénients ou des dangers que le fonctionnement de l'installation présente pour les intérêts mentionnés aux articles L.211-1 et L.511-1, dans un délai d'un an à compter de la publication ou de l'affichage de ces décisions. Toutefois, si la mise en service de l'installation n'est pas intervenue six mois après la publication ou l'affichage de ces décisions, le délai de recours continue à courir jusqu'à l'expiration d'une période de six mois après cette mise en service ;

Les tiers qui n'ont acquis ou pris à bail des immeubles ou n'ont élevé des constructions dans le voisinage d'une installation classée que postérieurement à l'affichage ou à la publication de l'acte portant autorisation ou enregistrement de cette installation ou atténuant les prescriptions primitives ne sont pas recevables à déférer ledit arrêté à la juridiction administrative ;

Le permis de construire et l'acte de vente, à des tiers, de biens fonciers et immobiliers doivent, le cas échéant, mentionner explicitement les servitudes afférentes instituées en application de l'article L.111-1-5 du code de l'urbanisme.

**ARTICLE 8 :**

- Le Secrétaire Général de la Préfecture,
- Le Maire de CLAYE-SOUILLY,
- Le Directeur Régional et Interdépartemental de l'Environnement et de l'Energie d'Ile de France à Paris,
- Le Chef de l'unité territoriale de la Seine-et-Marne de la Direction Régionale et Interdépartementale de l'Environnement et de l'Energie d'Ile de France,

sont chargés, chacun en ce qui le concerne d'assurer l'exécution du présent arrêté dont une copie sera notifiée à la société FECOMME MARKETING SERVICES, sous pli recommandé avec avis de réception.

Fait à Melun, le 14 mai 2013

*La Préfète,*  
Pour la Préfète et par délégation,  
Le Secrétaire Général de la préfecture,

  
Serge GOUTEYRON

**DESTINATAIRES :**

- La société FECOMME MARKETING SERVICES,
- Le Maire de CLAYE-SOUILLY,
- La Préfète de Seine-et-Marne,
- Le sous-Préfet de TORCY,
- Le Directeur Régional et Interdépartemental de l'Energie et de l'Environnement d'Ile-de-France à Paris,
- Le Directeur Départemental des Territoires,
- Le Directeur Départemental des Services d'Incendie et de Secours,
- Le SIDPC.